ARRÊT DÉFINITIF
du budget rectificatif et supplémentaire n° 3 des Communautés européennes pour l'exercice 1991

(91/656/CECA, CEE, Euratom)

LE PRÉSIDENT DU PARLEMENT EUROPÉEN,

vu le traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, et notamment son article 78 paragraphe 7,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment son article 203 paragraphe 7,

vu le traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique, et notamment son article 177 paragraphe 7,

vu le traité portant modification de certaines dispositions financières des traités instituant les Communautés européennes et du traité instituant un Conseil unique et une Commission unique des Communautés européennes, signé le 22 juillet 1975,

vu le règlement financier, du 21 décembre 1977, applicable au budget général des Communautés européennes (1), modifié en dernier lieu par le règlement (Euratom, CECA, CEE) n° 610/90 (2), et notamment ses articles 10, 15 et 17,

vu l'accord interinstitutionnel sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire (3),

vu le budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1991 (4),

vu le budget rectificatif et supplémentaire n° 1 des Communautés européennes pour l'exercice 1991 (5),

vu le budget rectificatif et supplémentaire n° 2 des Communautés européennes pour l'exercice 1991 (6),

vu la lettre rectificative à l'avant-projet de budget rectificatif et supplémentaire n° 2 pour l'exercice 1991, présentée par la Commission,

vu le projet de budget rectificatif et supplémentaire n° 3 des Communautés européennes pour l'exercice 1991, établi par le Conseil,

vu les débats et délibérations du Parlement européen des 19 et 20 novembre 1991 au terme desquels il a donné son approbation au budget rectificatif et supplémentaire n° 3 des Communautés européennes pour l'exercice 1991,

---

(1) JO n° L 356 du 31. 12. 1977, p. 1.
(2) JO n° L 70 du 16. 3. 1990, p. 1.
(3) JO n° L 185 du 15. 7. 1988, p. 33.
(4) JO n° L 30 du 4. 2. 1991, p. 1.
(5) JO n° L 179 du 8. 7. 1991, p. 1.
(6) Voir page 1 du présent Journal officiel.

vu la résolution adoptée par le Parlement européen le 20 novembre 1991,

la procédure prévue aux articles 78 du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, 203 du traité instituant la Communauté économique européenne et 177 du traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique étant ainsi achevée,

CONSTATE :

Article unique

Le budget rectificatif et supplémentaire n° 3 des Communautés européennes pour l'exercice 1991, tel que figurant en annexe, est définitivement arrêté.

Fait à Strasbourg, le 20 novembre 1991.

Le président

E. BARÓN CRESPO

BUDGET RECTIFICATIF ET SUPPLÉMENTAIRE N° 3 DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES POUR L'EXERCICE 1991

SOMMAIRE

Page

ÉTAT GÉNÉRAL DES RECETTES

A. État général des recettes 37

B. Financement du budget général 48

ÉTAT DES RECETTES ET DES DÉPENSES PAR SECTION

Section III : Commission 53

— État des recettes 55

— État des dépenses 61

— Partie A : Crédits de fonctionnement 63

— Partie B : Crédits opérationnels 67

Section IV : Cour de justice 77

— État des dépenses 78

Les montants du présent document budgétaire sont exprimés en écus sauf indication contraire.

A. ÉTAT GÉNÉRAL DES RECETTES

Titre	Intitulé	Budget 1991 (1)	Budget rectificatif et supplémentaire n° 3	Nouveau montant
1	Ressources propres	53 065 309 221	− 157 491 380	52 907 817 841
2	Contributions financières			
3	Excédents disponibles			
	— Excédent disponible de l'exercice précédent	2 000 000 000	+ 225 689 444	2 225 689 444
	— Excédent de ressources propres résultant du virement vers la réserve monétaire du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section « garantie »	p.m.	—	p.m.
	— Reliquat de l'excédent disponible de l'exercice 1989	615 932 402	—	615 932 402
	— Excédent de ressources propres provenant de la taxe sur la valeur ajoutée, des contributions financières correspondantes et de la ressource complémentaire	p.m.	—	p.m.
4	Taxes diverses, prélèvements et redevances communautaires	269 935 024	—	269 935 024
5	Recettes provenant du fonctionnement administratif des institutions	40 269 100	—	40 269 100
6	Contributions aux programmes communautaires, remboursements de dépenses et recettes de services fournis à titre onéreux	9 449 384	—	9 449 384
7	Intérêts de retard et amendes	p.m.	—	p.m.
8	Emprunts et prêts	12 587 000	—	12 587 000
9	Recettes diverses	3 768 000	—	3 768 000
	TOTAL GÉNÉRAL	**56 017 250 131**	**+ 68 198 064**	**56 085 448 195**

(1) Y compris, dans tout le présent document, les budgets rectificatifs et supplémentaires n° 1 et n° 2.

TITRE 1

RESSOURCES PROPRES

CHAPITRE 1 3 — RESSOURCES PROPRES PROVENANT DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE CONFORMÉMENT AUX DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 2 PARAGRAPHE 1 POINT c) ET DE L'ARTICLE 5 PARAGRAPHE 2 DE LA DÉCISION 88/376/CEE, EURATOM

Article Poste	Intitulé	Budget 1991	Budget rectificatif et supplémentaire n° 3	Nouveau montant
	CHAPITRE 1 3			
1 3 0	***Ressources propres provenant de la taxe sur la valeur ajoutée conformément aux dispositions de l'article 2 paragraphe 1 point c) et de l'article 5 paragraphe 2 de la décision 88/376/CEE, Euratom***	30 255 925 653	—	30 255 925 653
	TOTAL DU CHAPITRE 1 3	30 255 925 653	—	30 255 925 653

TITRE 1

RESSOURCES PROPRES

CHAPITRE 1 3 — RESSOURCES PROPRES PROVENANT DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE CONFORMÉMENT AUX DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 2 PARAGRAPHE 1 POINT c) ET DE L'ARTICLE 5 PARAGRAPHE 2 DE LA DÉCISION 88/376/CEE, EURATOM

Article Poste	Commentaires
1 3 0	Décision 88/376/CEE, Euratom du Conseil, du 24 juin 1988, relative au système des ressources propres des Communautés (JO n° L 185 du 15. 7. 1988, p. 24), et notamment son article 2 paragraphe 1 point c) et son article 5 paragraphe 2.

Compte tenu de l'écrêtement des assiettes « TVA » des États membres dépassant 55 % de leur produit national brut et de la compensation en faveur du Royaume-Uni, les ressources propres provenant de la taxe sur la valeur ajoutée dans la limite de 1,4 % se présentent comme suit. Le taux uniforme de TVA s'élève à 1,2039 %.

États membres	Taux effectif (exercice 1991)	Budget 1991	Budget rectificatif et supplémentaire n° 3	Nouveau montant
Belgique	1,4000	1 022 560 000	—	1 022 560 000
Danemark	1,4000	608 860 000	—	608 860 000
Allemagne	1,3162	8 736 799 492	—	8 736 799 492
Grèce	1,3758	469 140 599	—	469 140 599
Espagne	1,3848	2 977 299 525	—	2 977 299 525
France	1,3835	7 083 313 655	—	7 083 313 655
Irlande	1,3758	231 165 247	—	231 165 247
Italie	1,4000	5 215 000 000	—	5 215 000 000
Luxembourg	1,3758	68 857 734	—	68 857 734
Pays-Bas	1,3920	1 609 139 226	—	1 609 139 226
Portugal	1,3758	391 959 404	—	391 959 404
Royaume-Uni	0,4129	1 841 830 771	—	1 841 830 771
Total de l'article 1 3 0		30 255 925 653	—	30 255 925 653

CHAPITRE 14 — RESSOURCES PROPRES FONDÉES SUR LE PRODUIT NATIONAL BRUT CONFORMÉMENT AUX DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 2 PARAGRAPHE 1 POINT d), DE L'ARTICLE 5 PARAGRAPHE 2 ET DE L'ARTICLE 6 PREMIER ALINÉA DE LA DÉCISION 88/376/CEE, EURATOM

Article Poste	Intitulé	Budget 1991	Budget rectificatif et supplémentaire nº 3	Nouveau montant
	CHAPITRE 14			
140	***Ressources propres fondées sur le produit national brut conformément aux dispositions de l'article 2 paragraphe 1 point d), de l'article 5 paragraphe 2 et de l'article 6 premier alinéa de la décision 88/376/CEE, Euratom***			
1400	Ressources propres fondées sur le produit national brut conformément aux dispositions de l'article 2 paragraphe 1 point d) et de l'article 5 paragraphe 2 de la décision 88/376/CEE, Euratom, à l'exception de celles destinées à financer la réserve monétaire du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section « garantie »	7 560 967 906	– 157 491 380	7 403 476 526

CHAPITRE 14 — RESSOURCES PROPRES FONDÉES SUR LE PRODUIT NATIONAL BRUT CONFORMÉMENT AUX DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 2 PARAGRAPHE 1 POINT d), DE L'ARTICLE 5 PARAGRAPHE 2 ET DE L'ARTICLE 6 PREMIER ALINÉA DE LA DÉCISION 88/376/CEE, EURATOM

Article Poste | Commentaires

140

1400 Décision 88/376/CEE, Euratom du Conseil, du 24 juin 1988, relative au système des ressources propres des Communautés (JO n° L 185 du 15. 7. 1988, p. 24), et notamment son article 2 paragraphe 1 point d) et son article 5 paragraphe 2.

Le taux uniforme, réserve monétaire du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole non comprise, à appliquer au produit national brut des États membres pour l'exercice 1991 s'élève à 0,141638643 %.

Compte tenu de la compensation financière en faveur du Royaume-Uni, la répartition des versements se présente comme suit :

États membres	Budget 1991	Budget rectificatif et supplémentaire n° 3	Nouveau montant
Belgique	231 914 542	– 4 823 352	227 091 190
Danemark	158 060 011	– 3 128 720	154 931 291
Allemagne	1 977 454 841	– 42 033 609	1 935 421 232
Grèce	89 723 151	– 1 907 193	87 815 958
Espagne	595 356 524	– 12 655 148	582 701 376
France	1 407 351 044	– 29 915 245	1 377 435 799
Irlande	44 210 359	– 939 754	43 270 605
Italie	1 462 285 490	– 28 192 618	1 434 092 872
Luxembourg	13 169 043	– 279 927	12 889 116
Pays-Bas	332 843 949	– 7 075 071	325 768 878
Portugal	74 962 246	– 1 593 429	73 368 817
Royaume-Uni	1 173 636 706	– 24 947 314	1 148 689 392
Total du poste 1400	7 560 967 906	– 157 491 380	7 403 476 526

CHAPITRE 14 — RESSOURCES PROPRES FONDÉES SUR LE PRODUIT NATIONAL BRUT CONFORMÉMENT AUX DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 2 PARAGRAPHE 1 POINT d), DE L'ARTICLE 5 PARAGRAPHE 2 ET DE L'ARTICLE 6 PREMIER ALINÉA DE LA DÉCISION 88/376/CEE, EURATOM *(suite)*

Article Poste	Intitulé	Budget 1991	Budget rectificatif et supplémentaire n° 3	Nouveau montant
140	*(suite)*			
1401	Ressources propres fondées sur le produit national brut conformément aux dispositions de l'article 2 paragraphe 1 point d) et de l'article 6 premier alinéa de la décision 88/376/CEE, Euratom destinées à financer la réserve monétaire du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section « garantie »	1 004 544 162	—	1 004 544 162
	Total de l'article 140	8 565 512 068	– 157 491 380	8 408 020 688
	TOTAL DU CHAPITRE 14	8 565 512 068	– 157 491 380	8 408 020 688
	Total du titre 1	**53 065 309 221**	**– 157 491 380**	**52 907 817 841**

CHAPITRE 14 — RESSOURCES PROPRES FONDÉES SUR LE PRODUIT NATIONAL BRUT CONFORMÉMENT AUX DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 2 PARAGRAPHE 1 POINT d), DE L'ARTICLE 5 PARAGRAPHE 2 ET DE L'ARTICLE 6 PREMIER ALINÉA DE LA DÉCISION 88/376/CEE, EURATOM *(suite)*

Article Poste	Commentaires
140	*(suite)*
1401	Décision 88/376/CEE, Euratom du Conseil, du 24 juin 1988, relative au système des ressources propres des Communautés (JO n° L 185 du 15. 7. 1988, p. 24), et notamment son article 2 paragraphe 1 point d) et son article 6 premier alinéa.

Le montant provisoire correspond à un taux de 0,0196 % à appliquer au produit national brut des États membres.

La répartition des versements se présente comme suit :

États membres	Budget 1991	Budget rectificatif et supplémentaire n° 3	Nouveau montant
Belgique	30 765 307	—	30 765 307
Danemark	19 956 246	—	19 956 246
Allemagne	268 107 482	—	268 107 482
Grèce	12 164 853	—	12 164 853
Espagne	80 719 688	—	80 719 688
France	190 811 612	—	190 811 612
Irlande	5 994 133	—	5 994 133
Italie	179 824 002	—	179 824 002
Luxembourg	1 785 487	—	1 785 487
Pays-Bas	45 127 682	—	45 127 682
Portugal	10 163 539	—	10 163 539
Royaume-Uni	159 124 131	—	159 124 131
Total du poste 1401	1 004 544 162	—	1 004 544 162

Toutefois, le montant à verser effectivement sera limité au montant du virement à partir du chapitre B1-50 de l'état des dépenses de la section III « Commission » au titre de la réserve monétaire et de la restitution correspondante aux deux nouveaux États membres.

TITRE 3

EXCÉDENTS DISPONIBLES

CHAPITRE 30 — EXCÉDENT DISPONIBLE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT

Article Poste	Intitulé	Budget 1991	Budget rectificatif et supplémentaire nº 3	Nouveau montant
	CHAPITRE 30			
300	***Excédent disponible de l'exercice précédent***	2 000 000 000	+ 225 689 444	2 225 689 444
	TOTAL DU CHAPITRE 30	2 615 932 402	+ 225 689 444	2 841 621 846

TITRE 3

EXCÉDENTS DISPONIBLES

CHAPITRE 30 — EXCÉDENT DISPONIBLE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT

Article Poste	Commentaires
300	Règlement financier, du 21 décembre 1977, applicable au budget général des Communautés européennes (JO n° L 356 du 31. 12. 1977, p. 1), modifié en dernier lieu par le règlement (Euratom, CECA, CEE) n° 610/90 (JO n° L 70 du 16. 3. 1990, p. 1). Règlement (CEE, Euratom) n° 1552/89 du Conseil, du 29 mai 1989, portant application de la décision 88/376/CEE, Euratom relative au système des ressources propres des Communautés (JO n° L 155 du 7. 6. 1989, p. 1). Conformément aux dispositions de l'article 32 du règlement financier, le solde de chaque exercice est inscrit, selon qu'il s'agit d'un excédent ou d'un déficit, en recette ou en dépense dans le budget de l'exercice suivant. Les estimations appropriées desdites recettes ou dépenses sont inscrites dans le budget au cours de la procédure budgétaire et, le cas échéant, par recours à la procédure de la lettre rectificative présentée conformément à l'article 14 du règlement financier. Elles sont établies conformément aux principes visés à l'article 15 du règlement (CEE, Euratom) n° 1552/89. Après la remise des comptes de chaque exercice, la différence par rapport aux estimations est inscrite dans le budget de l'exercice suivant par la voie d'un budget rectificatif ou supplémentaire. Un déficit est inscrit au chapitre B0-3 0 de l'état des dépenses de la section III « Commission ». Pour l'exercice 1990, l'excédent est estimé à 2 225 689 444 écus.

CHAPITRE 3 5 — EXCÉDENT DE RESSOURCES PROPRES FONDÉES SUR LE PRODUIT NATIONAL BRUT RELATIF AU CALCUL DÉFINITIF DU FINANCEMENT DE LA CORRECTION DES DÉSÉQUILIBRES BUDGÉTAIRES EN FAVEUR DU ROYAUME-UNI

Article Poste	Intitulé	Budget 1991	Budget rectificatif et supplémentaire n° 3	Nouveau montant
	CHAPITRE 3 5			
3 5 7	***Résultat du calcul définitif du financement de la correction des déséquilibres budgétaires en faveur du Royaume-Uni au titre de l'exercice 1987***		+ —	—
	TOTAL DU CHAPITRE 3 5		+ —	—
	Total du titre 3	**2 615 932 402**	**+ 225 689 444**	**2 841 621 846**
	TOTAL GÉNÉRAL	**56 017 250 131**	**+ 68 198 064**	**56 085 448 195**

CHAPITRE 3 5 — EXCÉDENT DE RESSOURCES PROPRES FONDÉES SUR LE PRODUIT NATIONAL BRUT RELATIF AU CALCUL DÉFINITIF DU FINANCEMENT DE LA CORRECTION DES DÉSÉQUILIBRES BUDGÉTAIRES EN FAVEUR DU ROYAUME-UNI

Article Poste	Commentaires
3 5 7	*Nouvel article* Résultat du calcul définitif du financement de la correction des déséquilibres budgétaires en faveur du Royaume-Uni au titre de l'exercice 1987.

États membres	Budget 1991	Budget rectificatif et supplémentaire nº 3	Nouveau montant
Belgique		− 8 152 570	− 8 152 570
Danemark		+ 1 033 696	1 033 696
Allemagne		+12 797 069	12 797 069
Grèce		− 3 508 330	− 3 508 330
Espagne		+ 637 035	637 035
France		+13 090 802	13 090 802
Irlande		+ 687 358	687 358
Italie		−13 356 532	−13 356 532
Luxembourg		− 133 565	− 133 565
Pays-Bas		− 1 758 612	− 1 758 612
Portugal		+ 747 517	747 517
Royaume-Uni		− 2 083 868	− 2 083 868
Total de l'article 3 5 7		+ —	—

B. FINANCEMENT DU BUDGET GÉNÉRAL

Crédits à couvrir, pendant l'exercice 1991, conformément aux dispositions de l'article 1er de la décision 88/376/CEE, Euratom, du 24 juin 1988, relative au système des ressources propres des Communautés et de l'article 10 du traité, du 22 avril 1970, portant modification de certaines dispositions budgétaires des traités instituant les Communautés européennes et du traité instituant un Conseil unique et une Commission unique des Communautés européennes

Description	Montants
Dépenses	
A. *Section III « Commission » (partie B)*	
1. Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section « garantie » (sous-section B1)	32 516 000 000
2. Actions structurelles et pêche (sous-section B2)	14 273 650 000
3. Formation, jeunesse, culture, information et autres actions sociales (sous-section B3)	376 762 000
4. Énergie, contrôle de sécurité nucléaire d'Euratom et environnement (sous-section B4)	208 480 000
5. Protection des consommateurs, marché intérieur, industrie et innovation technologique (sous-section B5)	284 956 000
6. Recherche et développement technologique (sous-section B6)	1 744 580 000
7. Coopération avec les pays en voie de développement et les pays tiers (sous-section B7)	2 651 480 000
8. Dépenses d'appui et de soutien à des actions communautaires (sous-section B8)	(186 325 000)
9. Remboursements, garanties, réserves (sous-section B0)	1 336 558 507
Sous-total de la partie B de la section III	53 392 466 507
B. *Section III « Commission » (partie A)*	1 722 150 213
Sous-total de la section III	55 114 616 720
C. *Sections I, II, IV et V (autres institutions)*	970 831 475
Total des dépenses	56 085 448 195
Recettes	
Recettes diverses (titres 4 à 9)	336 008 508
Excédent disponible de l'exercice précédent	2 225 689 444
Reliquat de l'excédent disponible de l'exercice 1989	615 932 402
Total des recettes	3 177 630 354
Crédits à couvrir conformément aux dispositions de la décision 88/376/CEE, Euratom	52 907 817 841

Montant des dépenses à couvrir conformément aux dispositions de la décision 88/376/CEE, Euratom	52 907 817 841
Montant des droits de douane, des prélèvements agricoles et des cotisations dans le secteur du sucre et de l'isoglucose (voir tableau 5)	– 14 243 871 500
Reste à financer	38 663 946 341

TABLEAU 1

Répartition des ressources propres provenant de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) conformément aux dispositions de l'article 2 paragraphe 1 point c) de la décision 88/376/CEE, Euratom

États membres	1 % de l'assiette « TVA »	Taux uniforme de ressources propres « TVA »	Ressources propres « TVA » au taux uniforme
Belgique	730 400 000	1,2039 (2)	879 301 512
Danemark	434 900 000		523 560 005
Allemagne	6 637 725 000		7 990 911 323
Grèce (1)	341 000 000		410 517 272
Espagne	2 150 000 000		2 588 305 382
France	5 120 000 000		6 163 778 399
Irlande (1)	168 025 000		202 279 075
Italie	3 725 000 000		4 484 389 558
Luxembourg (1)	50 050 000		60 253 342
Pays-Bas	1 156 000 000		1 391 665 592
Portugal (1)	284 900 000		342 980 560
Royaume-Uni (1)	4 460 500 000		5 369 830 771
Total	25 258 500 000		30 407 772 791

(1) Assiette écrêtée à 55 % du produit national brut estimé de l'exercice en cours.

(2) Détail du taux : $\frac{30\,407\,772\,791}{25\,258\,500\,000} = 1{,}203862969\ \%$.

Reste à financer par la ressource propre complémentaire :

38 663 946 341 écus – 30 407 772 791 écus = 8 256 173 550 écus.

TABLEAU 2

Détermination des ressources propres « TVA » à verser et de la charge financière assumée par les autres États membres pour le financement de la correction en faveur du Royaume-Uni à ajouter à la ressource complémentaire en application de l'article 5 paragraphe 2 de la décision 88/376/CEE, Euratom

États membres	Ressources propres « TVA » au taux uniforme	Correction en faveur du Royaume-Uni	Total	TVA au taux de 1,4 %	Financement de la correction en faveur du Royaume-Uni à ajouter à la ressource complémentaire	Ressources propres « TVA » à verser
Belgique	879 301 512	148 260 286	1 027 561 798	1 022 560 000	5 001 798	1 022 560 000
Danemark	523 560 005	96 170 623	619 730 628	608 860 000	10 870 628	608 860 000
Allemagne	7 990 911 323	745 888 169	8 736 799 492	9 292 815 000	—	8 736 799 492
Grèce	410 517 272	58 623 327	469 140 599	477 400 000	—	469 140 599
Espagne	2 588 305 382	388 994 143	2 977 299 525	3 010 000 000	—	2 977 299 525
France	6 163 778 399	919 535 256	7 083 313 655	7 168 000 000	—	7 083 313 655
Irlande	202 279 075	28 886 172	231 165 247	235 235 000	—	231 165 247
Italie	4 484 389 558	866 585 154	5 350 974 712	5 215 000 000	135 974 712	5 215 000 000
Luxembourg	60 253 342	8 604 392	68 857 734	70 070 000	—	68 857 734
Pays-Bas	1 391 665 592	217 473 634	1 609 139 226	1 618 400 000	—	1 609 139 226
Portugal	342 980 560	48 978 844	391 959 404	398 860 000	—	391 959 404
Royaume-Uni	5 369 830 771	−3 528 000 000	1 841 830 771	6 244 700 000	—	1 841 830 771
Total	30 407 772 791	0	30 407 772 791	35 361 900 000	151 847 138	30 255 925 653

TABLEAU 3

Détermination du taux uniforme et répartition des ressources fondées sur le produit national brut conformément aux dispositions de l'article 2 paragraphe 1 point d) de la décision 88/376/CEE, Euratom

États membres	1 % du produit national brut	Taux uniforme de ressources propres « assiette complémentaire »	Ressources propres « assiette complémentaire » au taux uniforme
Belgique	1 568 000 000	0,1613 (1)	252 854 699
Danemark	1 017 100 000		164 016 909
Allemagne	13 664 500 000		2 203 528 714
Grèce	620 000 000		99 980 811
Espagne	4 114 000 000		663 421 064
France	9 725 000 000		1 568 247 411
Irlande	305 500 000		49 264 738
Italie	9 165 000 000		1 477 942 162
Luxembourg	91 000 000		14 674 603
Pays-Bas	2 300 000 000		370 896 560
Portugal	518 000 000		83 532 356
Royaume-Uni	8 110 000 000		1 307 813 523
Total	51 198 100 000		8 256 173 550

(1) Calcul du taux : $\frac{8\,256\,173\,550}{51\,198\,100\,000} = 0{,}161259374\ \%$.

TABLEAU 4

Détermination de la ressource complémentaire en application de l'article 2 paragraphe 1 point d) et de l'article 5 paragraphe 2 de la décision 88/376/CEE, Euratom

États membres	Ressource complémentaire au taux uniforme	Financement de la correction en faveur du Royaume-Uni non couverte par la TVA	Total de la ressource complémentaire à verser	Dont réserve monétaire	Dont « autres »
Belgique	252 854 699	5 001 798	257 856 497	30 765 307	227 091 190
Danemark	164 016 909	10 870 628	174 887 537	19 956 246	154 931 291
Allemagne	2 203 528 714	—	2 203 528 714	268 107 482	1 935 421 232
Grèce	99 980 811	—	99 980 811	12 164 853	87 815 958
Espagne	663 421 064	—	663 421 064	80 719 688	582 701 376
France	1 568 247 411	—	1 568 247 411	190 811 612	1 377 435 799
Irlande	49 264 738	—	49 264 738	5 994 133	43 270 605
Italie	1 477 942 162	135 974 712	1 613 916 874	179 824 002	1 434 092 872
Luxembourg	14 674 603	—	14 674 603	1 785 487	12 889 116
Pays-Bas	370 896 560	—	370 896 560	45 127 682	325 768 878
Portugal	83 532 356	—	83 532 356	10 163 539	73 368 817
Royaume-Uni	1 307 813 523	—	1 307 813 523	159 124 131	1 148 689 392
Total	8 256 173 550	151 847 138	8 408 020 688	1 004 544 162	7 403 476 526

TABLEAU 5

Récapitulation du financement des dépenses

États membres	Cotisations dans le secteur du sucre et de l'isoglucose	Prélèvements agricoles	Droits de douane	Ressources propres « TVA »	Ressources propres fondées sur le produit national brut	Total
Belgique	74 309 400	120 781 000	731 997 000	1 022 560 000	257 856 497	2 207 503 897
Danemark	37 782 000	5 760 000	210 293 000	608 860 000	174 887 537	1 037 582 537
Allemagne	330 590 300	121 930 000	3 590 000 000	8 736 799 492	2 203 528 714	14 982 848 506
Grèce	17 202 600	12 060 000	171 814 000	469 140 599	99 980 811	770 198 010
Espagne	53 978 400	113 220 000	523 494 000	2 977 299 525	663 421 064	4 331 412 989
France	359 988 300	69 120 000	1 597 329 000	7 083 313 655	1 568 247 411	10 677 998 366
Irlande	10 776 600	1 710 000	178 972 000	231 165 247	49 264 738	471 888 585
Italie	125 823 600	326 880 000	1 132 000 000	5 215 000 000	1 613 916 874	8 413 620 474
Luxembourg	0	179 000	9 843 000	68 857 734	14 674 603	93 554 337
Pays-Bas	84 910 500	82 890 000	1 073 834 000	1 609 139 226	370 896 560	3 221 670 286
Portugal	85 500	106 560 000	126 176 000	391 959 404	83 532 356	708 313 260
Royaume-Uni	63 924 300	173 610 000	2 604 048 000	1 841 830 771	1 307 813 523	5 991 226 594
Total	1 159 371 500	1 134 700 000	11 949 800 000	30 255 925 653	8 408 020 688	52 907 817 841

SECTION III

COMMISSION

COMMISSION

ÉTAT DES RECETTES

COMMISSION

Recettes propres

TITRE 3

EXCÉDENTS DISPONIBLES

CHAPITRE 3 0 — EXCÉDENT DISPONIBLE DES EXERCICES PRÉCÉDENTS

Article Poste	Intitulé	Budget 1991	Budget rectificatif et supplémentaire n° 3	Nouveau montant
	CHAPITRE 3 0			
3 0 0	***Excédent disponible de l'exercice précédent***	2 000 000 000	+ 225 689 444	2 225 689 444
	TOTAL DU CHAPITRE 3 0	2 615 932 402	+ 225 689 444	2 841 621 846

COMMISSION

Recettes propres

TITRE 3

EXCÉDENTS DISPONIBLES

CHAPITRE 30 — EXCÉDENT DISPONIBLE DES EXERCICES PRÉCÉDENTS

Article Poste	Commentaires
300	Règlement financier, du 21 décembre 1977, applicable au budget général des Communautés européennes (JO n° L 356 du 31. 12. 1977, p. 1), modifié en dernier lieu par le règlement (Euratom, CECA, CEE) n° 610/90 (JO n° L 70 du 16. 3. 1990, p. 1). Règlement (CEE, Euratom) n° 1552/89 du Conseil, du 29 mai 1989, portant application de la décision 88/376/CEE, Euratom relative au système des ressources propres des Communautés (JO n° L 155 du 7. 6. 1989, p. 1). Conformément aux dispositions de l'article 32 du règlement financier, le solde de chaque exercice est inscrit, selon qu'il s'agit d'un excédent ou d'un déficit, en recette ou en dépense dans le budget de l'exercice suivant. Les estimations appropriées desdites recettes ou dépenses sont inscrites dans le budget au cours de la procédure budgétaire et, le cas échéant, par recours à la procédure de la lettre rectificative présentée conformément à l'article 14 du règlement financier. Elles sont établies conformément aux principes visés à l'article 15 du règlement (CEE, Euratom) n° 1552/89. Après la remise des comptes de chaque exercice, la différence par rapport aux estimations est inscrite dans le budget de l'exercice suivant par la voie d'un budget rectificatif ou supplémentaire. Un déficit est inscrit au chapitre B0-3 0 de l'état des dépenses de la présente section. Pour l'exercice 1990, l'excédent est estimé à 2 225 689 444 écus.

COMMISSION

CHAPITRE 3 5 — EXCÉDENT DE RESSOURCES PROPRES FONDÉES SUR LE PRODUIT NATIONAL BRUT RELATIF AU CALCUL DÉFINITIF DU FINANCEMENT DE LA CORRECTION DES DÉSÉQUILIBRES BUDGÉTAIRES EN FAVEUR DU ROYAUME-UNI

Article Poste	Intitulé	Budget 1991	Budget rectificatif et supplémentaire nº 3	Nouveau montant
	CHAPITRE 3 5			
3 5 7	***Résultat du calcul définitif du financement de la correction des déséquilibres budgétaires en faveur du Royaume-Uni au titre de l'exercice 1987***		+ —	—
	TOTAL DU CHAPITRE 3 5		+ —	—
	Total du titre 3	**2 615 932 402**	**+ 225 689 444**	**2 841 621 846**
	TOTAL GÉNÉRAL	**2 871 634 741**	**+ 225 689 444**	**3 097 324 185**

COMMISSION

CHAPITRE 35 — EXCÉDENT DE RESSOURCES PROPRES FONDÉES SUR LE PRODUIT NATIONAL BRUT RELATIF AU CALCUL DÉFINITIF DU FINANCEMENT DE LA CORRECTION DES DÉSÉQUILIBRES BUDGÉTAIRES EN FAVEUR DU ROYAUME-UNI

Article Poste	Commentaires

357 *Nouvel article*

Résultat du calcul définitif du financement de la correction des déséquilibres budgétaires en faveur du Royaume-Uni au titre de l'exercice 1987.

États membres	Budget 1991	Budget rectificatif et supplémentaire n° 3	Nouveau montant
Belgique		− 8 152 570	− 8 152 570
Danemark		+ 1 033 696	1 033 696
Allemagne		+12 797 069	12 797 069
Grèce		− 3 508 330	− 3 508 330
Espagne		+ 637 035	637 035
France		+13 090 802	13 090 802
Irlande		+ 687 358	687 358
Italie		−13 356 532	−13 356 532
Luxembourg		− 133 565	− 133 565
Pays-Bas		− 1 758 612	− 1 758 612
Portugal		+ 747 517	747 517
Royaume-Uni		− 2 083 868	− 2 083 868
Total de l'article 357		+ —	—

COMMISSION

ÉTAT DES DÉPENSES

COMMISSION

PARTIE A

CRÉDITS DE FONCTIONNEMENT

COMMISSION

Partie A
(Crédits de fonctionnement)

TITRE A-1

DÉPENSES CONCERNANT LES PERSONNES LIÉES À L'INSTITUTION

CHAPITRE A-1 1 — PERSONNEL EN ACTIVITÉ

CHAPITRE A-1 2 — PENSIONS, INDEMNITÉS ET CONTRIBUTIONS DIVERSES

Article Poste	Intitulé	Budget 1991	Budget rectificatif et supplémentaire nº 3	Nouveau montant
	CHAPITRE A-1 1			
A-1 1 0	***Fonctionnaires et agents temporaires occupant un emploi prévu au tableau des effectifs***			
A-1 1 0 0	Traitements de base			
	Crédits non dissociés	567 105 235 (1)	+ 37 800 000	604 905 235 (1)
	Total de l'article A-1 1 0	702 145 091	+ 37 800 000	739 945 091
	TOTAL DU CHAPITRE A-1 1	797 223 388	+ 37 800 000	835 023 388
	CHAPITRE A-1 2			
A-1 2 0	***Pensions et allocations de départ***			
A-1 2 0 0	Pensions d'ancienneté			
	Crédits non dissociés	90 205 923	+ 2 200 000	92 405 923
	Total de l'article A-1 2 0	190 607 872	+ 2 200 000	192 807 872
	TOTAL DU CHAPITRE A-1 2	245 639 472	+ 2 200 000	247 839 472
	Total du titre A-1	**1 177 956 635**	**+ 40 000 000**	**1 217 956 635**
	Total de la partie A	**1 682 150 213**	**+ 40 000 000**	**1 722 150 213**

(1) Un crédit de 2 171 000 écus est inscrit au chapitre A-10 0.

COMMISSION
Partie A
(Crédits de fonctionnement)

TITRE A-1

DÉPENSES CONCERNANT LES PERSONNES LIÉES À L'INSTITUTION

CHAPITRE A-1 1 — PERSONNEL EN ACTIVITÉ

CHAPITRE A-1 2 — PENSIONS, INDEMNITÉS ET CONTRIBUTIONS DIVERSES

Article Poste	Commentaires

PARTIE B

CRÉDITS OPÉRATIONNELS

SOUS-SECTION B0

REMBOURSEMENTS, GARANTIES, RÉSERVES

COMMISSION

Sous-section B0
(Remboursements, garanties, réserves)

TITRE B0-1

REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS AUX ÉTATS MEMBRES

CHAPITRE B0-1 1 — RESTITUTIONS ET COMPENSATIONS FINANCIÈRES

Article Poste	Intitulé	Budget 1991		Budget rectificatif et supplémentaire n° 3		Nouveau montant	
		Engagements	Paiements	Engagements	Paiements	Engagements	Paiements
	CHAPITRE B0-1 1						
B0-1 1 0	***Restitutions aux États membres***						
B0-1 1 0 1	Restitutions à l'Espagne Crédits non dissociés	361 031 632 (1)	361 031 632 (1)	+ 20 267 242	+ 20 267 242	381 298 874 (1)	381 298 874 (1)
B0-1 1 0 2	Restitutions au Portugal Crédits non dissociés	38 541 851 (2)	38 541 851 (2)	+ 7 020 329	+ 7 020 329	45 562 180 (2)	45 562 180 (2)
	Total de l'article B0-1 1 0	399 573 483	399 573 483	+ 27 287 571	+ 27 287 571	426 861 054	426 861 054
B0-1 1 1	***Compensations financières aux États membres***						
B0-1 1 1 0	Compensation financière à l'Espagne au titre du financement de la dépréciation des stocks agricoles anciens Crédits non dissociés	44 324 053	44 324 053	+ 8 437	+ 8 437	44 332 490	44 332 490

(1) Un crédit de 4 035 985 écus est inscrit au chapitre B0-4 0.
(2) Un crédit de 508 177 écus est inscrit au chapitre B0-4 0.

COMMISSION

Sous-section B0
(Remboursements, garanties, réserves)

TITRE B0-1

REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS AUX ÉTATS MEMBRES

CHAPITRE B0-1 1 — RESTITUTIONS ET COMPENSATIONS FINANCIÈRES

Article Poste	Commentaires

COMMISSION

Sous-section B0
(Remboursements, garanties, réserves)

CHAPITRE B0-1 1 — RESTITUTIONS ET COMPENSATIONS FINANCIÈRES *(suite)*

Article Poste	Intitulé	Budget 1991		Budget rectificatif et supplémentaire n° 3		Nouveau montant	
		Engagements	Paiements	Engagements	Paiements	Engagements	Paiements
B0-1 1 1	*(suite)*						
B0-1 1 1 1	Compensation financière au Portugal au titre du financement de la dépréciation des stocks agricoles anciens Crédits non dissociés	5 818 746	5 818 746	+ 2 056	+ 2 056	5 820 802	5 820 802
	Total de l'article B0-1 1 1	50 142 799	50 142 799	+ 10 493	+ 10 493	50 153 292	50 153 292
	Sous-total des crédits non dissociés	449 716 282	449 716 282	+ 27 298 064	+ 27 298 064	477 014 346	477 014 346
	Sous-total des crédits dissociés						
	TOTAL DU CHAPITRE B0-1 1	449 716 282	449 716 282	+ 27 298 064	+ 27 298 064	477 014 346	477 014 346

COMMISSION
Sous-section B0
(Remboursements, garanties, réserves)

CHAPITRE B0-1 1 — RESTITUTIONS ET COMPENSATIONS FINANCIÈRES *(suite)*

Article Poste	Commentaires

COMMISSION

Sous-section B0
(Remboursements, garanties, réserves)

Article Poste	Intitulé	Budget 1991		Budget rectificatif et supplémentaire nº 3		Nouveau montant	
		Engagements	Paiements	Engagements	Paiements	Engagements	Paiements
	Sous-total des crédits non dissociés	1 259 716 282	1 259 716 282	+ 27 298 064	+ 27 298 064	1 287 014 346	1 287 014 346
	Sous-total des crédits dissociés						
	Total du titre B0-1	**1 259 716 282**	**1 259 716 282**	**+ 27 298 064**	**+ 27 298 064**	**1 287 014 346**	**1 287 014 346**
	Sous-total des crédits non dissociés	1 423 560 443	1 423 560 443	+ 27 298 064	+ 27 298 064	1 450 858 507	1 450 858 507
	Sous-total des crédits dissociés	874 664 872	289 300 000	—	—	874 664 872	289 300 000
	Total de la sous-section B0	**2 298 225 315**	**1 712 860 443**	**+ 27 298 064**	**+ 27 298 064**	**2 325 523 379**	**1 740 158 507**
	Sous-total des crédits non dissociés	35 730 858 443	35 730 858 443	+ 27 298 064	+ 27 298 064	35 758 156 507	35 758 156 507
	Sous-total des crédits dissociés	20 918 432 000	17 634 310 000	—	—	20 918 432 000	17 634 310 000
	Total de la partie B	**56 649 290 443**	**53 365 168 443**	**+ 27 298 064**	**+ 27 298 064**	**56 676 588 507**	**53 392 466 507**
	Sous-total des crédits non dissociés	1 682 150 213	1 682 150 213	+ 40 000 000	+ 40 000 000	1 722 150 213	1 722 150 213
	Sous-total des crédits dissociés						
	Total de la partie A	**1 682 150 213**	**1 682 150 213**	**+ 40 000 000**	**+ 40 000 000**	**1 722 150 213**	**1 722 150 213**
	Sous-total des crédits non dissociés	37 413 008 656	37 413 008 656	+ 67 298 064	+ 67 298 064	37 480 306 720	37 480 306 720
	Sous-total des crédits dissociés	20 918 432 000	17 634 310 000	—	—	20 918 432 000	17 634 310 000
	TOTAL GÉNÉRAL	**58 331 440 656**	**55 047 318 656**	**+ 67 298 064**	**+ 67 298 064**	**58 398 738 720**	**55 114 616 720**

COMMISSION

Sous-section B0

(Remboursements, garanties, réserves)

Article Poste	Commentaires

SECTION IV

COUR DE JUSTICE

COUR DE JUSTICE

ÉTAT DES DÉPENSES

TITRE 2

IMMEUBLES, MATÉRIEL ET DÉPENSES DIVERSES DE FONCTIONNEMENT

CHAPITRE 27 — DÉPENSES DE PUBLICATION ET D'INFORMATION

Article Poste	Intitulé	Budget 1991	Budget rectificatif et supplémentaire nº 3	Nouveau montant
	CHAPITRE 27			
271	***Publications***			
2710	Publications de caractère général Crédits non dissociés	1 210 000	+ 900 000	2 110 000
	Total de l'article 271	1 250 000	+ 900 000	2 150 000
	TOTAL DU CHAPITRE 27	2 297 500	+ 900 000	3 197 500
	Total du titre 2	**11 531 576**	**+ 900 000**	**12 431 576**
	TOTAL GÉNÉRAL	**74 191 326**	**+ 900 000**	**75 091 326**

COUR DE JUSTICE

TITRE 2

IMMEUBLES, MATÉRIEL ET DÉPENSES DIVERSES DE FONCTIONNEMENT

CHAPITRE 2 7 — DÉPENSES DE PUBLICATION ET D'INFORMATION

Article Poste	Commentaires